

PROCHE-ORIENT

Abbas et Olmert envisagent de se rencontrer avant l'arrivée de Bush

Le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le président palestinien Mahmoud Abbas envisagent de se rencontrer demain, à la veille du début d'une visite dans la région du président américain George W. Bush, ont indiqué hier des responsables israéliens et palestiniens.

«Nous envisageons une rencontre entre MM. Olmert et Abbas mardi pour des discussions sur les questions clefs du conflit», a affirmé à l'AFP un responsable israélien qui a requis l'anonymat. Un des principaux négociateurs palestiniens Saëb Erakat a confirmé qu'une telle rencontre était en préparation pour demain. «Le président Abbas a proposé cette rencontre à cause de l'escalade des opérations israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza» a-t-il déclaré à l'AFP.

«Le processus de paix ne peut aboutir sans un arrêt de la



Vers un accord de paix définitif ?

colonisation et un arrêt de l'escalade de la violence israélienne, a-t-il souligné. M. Bush doit effectuer une visite de trois jours en Israël et dans les territoires palestiniens, la première d'un président américain en fonction depuis celle de Bill Clinton en

décembre 1998.

Un autre responsable israélien a indiqué à l'AFP que les équipes israélienne et palestinienne de négociateurs, dirigées respectivement par l'ex-Premier ministre palestinien Ahmad Qoreï et la ministre israélienne

des Affaires étrangères Tzipi Livni, doivent se rencontrer aujourd'hui pour discuter de la logistique des pourparlers.

«Nous avons enregistré des progrès dans ces négociations et espérons conclure un arrangement après la rencontre de demain», a ajouté ce responsable. Selon lui, le comité spécial dirigé par Mme Livni et M. Qoreï devrait être chargé de discuter des questions clefs du conflit : le tracé des frontières, le statut de Jérusalem, le sort des colonies juives et des réfugiés palestiniens. Les négociations israélo-palestiniennes, gelées pendant sept ans, ont été relancées à la suite de la conférence internationale d'Annapolis (Etats-Unis) du 27 novembre et les deux parties sont convenues de conclure un accord de paix cette année. Les discussions ont jusqu'ici surtout échoué sur la poursuite de la construction dans des colonies israéliennes.

Trois Palestiniens tués lors d'une incursion israélienne à Ghaza

Trois Palestiniens ont été tués hier et près de vingt blessés lors d'une incursion de l'armée israélienne appuyée par des attaques aériennes dans la bande de Ghaza, selon un nouveau bilan obtenu de sources médicales.

Un missile air-sol a touché une maison à l'est du camp de réfugiés d'El-Bureij, tuant deux personnes et en blessant six, selon ces sources qui n'ont pas précisé si les deux tués étaient des combattants ou des civils.

Auparavant, un adolescent avait été tué par des tirs de soldats israéliens dans le même secteur, situé au centre de la bande de Ghaza, contrôlée depuis juin par le mouvement islamiste Hamas. Selon ces sources, le jeune homme âgé de 17 ans, Ziad Abou Raqba, n'appartenait à aucun groupe armé. Treize autres Palestiniens ont été blessés lors d'échange de tirs. Côté

israélien, l'armée a signalé qu'un soldat avait été sérieusement blessé et quatre autres légèrement par le tir d'une missile anti-char par des Palestiniens.

Les militaires sont entrés dans le secteur avec des jeeps, des blindés et des bulldozers épaulés par un soutien aérien. Ils ont commencé à se retirer en début d'après-midi, selon des témoins.

Un porte-parole de l'armée israélienne à Tel-Aviv a confirmé que «des opérations israéliennes de routine» étaient «en cours à environ un kilomètre à l'intérieur du centre de la bande de Ghaza» et qu'elles avaient donné lieu à des accrochages avec des résistants palestiniens.

L'armée a par ailleurs lancé un autre raid contre un groupe de résistants palestiniens armés dans le secteur de Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Ghaza, sans faire de

victimes, selon des témoins. Le Premier ministre israélien Ehud Olmert a affirmé hier qu'Israël allait riposter encore plus sévèrement aux roquettes palestiniennes tirées à partir de la bande de Ghaza. «Jeudi dernier, des roquettes à longue portée ont été tirées et ont atteint ma ville d'Ashkelon», a déclaré M. Olmert à la séance hebdomadaire de son cabinet.

«Il ne fait pas de doute qu'il s'agit d'une escalade des activités des organisations terroristes, et le ministère de la Défense a ordonné aux services de sécurité d'accrocher leur riposte, qui était déjà très sévère ces dernières semaines», a-t-il ajouté.

Ces nouveaux décès portent à 6 037 le nombre de personnes tuées dans les violences israélo-palestiniennes depuis 2000, en grande majorité des Palestiniens, selon un bilan établi par l'AFP.

KENYA

Odinga prêt à partager le pouvoir si sa victoire est reconnue

Le chef de l'opposition kényane, Raila Odinga, qui affirme avoir gagné la présidentielle du 27 décembre au Kenya, s'est dit prêt à «un partage du pouvoir» avec le chef d'Etat sortant Mwai Kibaki si sa victoire est reconnue, dans un entretien à la BBC.

«Afin de résoudre la crise, nous sommes prêts à parler et dans le cadre de ce processus je suis même prêt à intégrer M. Kibaki dans le gouvernement», a déclaré M. Odinga, interrogé depuis Nairobi. «Je n'ai pas de problème avec un partage du pouvoir. Mais je veux qu'il soit sûr que le problème est la désignation du vainqueur de ces

élections», a poursuivi M. Odinga qui accuse le président sortant d'avoir fraudé pour lui voler la victoire à la présidentielle. «Mais je ne pense pas que le vainqueur devrait être contraint à tout prix à accueillir le perdant», a-t-il ajouté. Interrogé pour savoir s'il était prêt à discuter face à face avec M. Kibaki dans la configuration politique actuelle, l'opposant kényan a répondu par l'affirmative. «Nous sommes prêts car la crise est très grave. Et parce que nous souhaitons faire un pas en avant de façon à trouver une solution», a-t-il expliqué. Mwai Kibaki «sait qu'il a prêté serment en tant que président de manière illégitime mal-

gré le fait que le président de la Commission électorale ait depuis dit qu'il avait été contraint d'annoncer de faux résultats», a ajouté M. Odinga. «Nous sommes prêts à nous asseoir avec M. Kibaki en présence d'un médiateur reconnu au niveau international afin de mettre cartes sur table. M. Kibaki peut être là en vertu de son ancien mandat» de président sortant, a-t-il poursuivi, précisant qu'il aimerait que l'ancien secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan soit médiateur dans la crise. Le président en exercice de l'Union africaine (UA) et chef de l'Etat ghanéen John Kufuor est attendu dans les deux pro-

chains jours au Kenya pour aider à la résolution de la crise, a indiqué hier le Premier ministre britannique Gordon Brown. Au cours d'une conférence de presse à Nairobi hier matin, Raila Odinga avait de nouveau rejeté l'offre de M. Kibaki, faite la veille, de former un gouvernement d'union nationale. «La solution de Kibaki à ce problème ne nous intéresse pas. Il n'a rien à offrir parce qu'il n'a pas gagné ces élections», a-t-il déclaré. Les violences post-électorales au Kenya ont fait au moins 361 morts et entraîné le déplacement de 250 000 personnes depuis la proclamation le 30 décembre de la réélection du président Kibaki.

SÉNÉGAL Marche aujourd'hui à Dakar contre les accords de partenariat économique

Une «marche pacifique» sera organisée aujourd'hui après-midi à Dakar pour dénoncer les accords de partenariat économique (APE) proposés par l'Union européenne (UE) aux pays en développement, a-t-on appris hier à Dakar de sources officielles. La manifestation, qui doit rassembler «toutes les composantes de la Nation, a été convoquée par la «Coalition nationale +Non aux APE+», a affirmé à l'AFP Yoro Sarr, conseiller en communication du ministre sénégalais du Commerce Farba Senghor, membre de la coalition. Cette coalition, créée récemment à l'initiative du chef de l'Etat Abdoulaye Wade, est coordonnée par Baïdy Agne, président d'une organisation patronale sénégalaise.

Les manifestants se rendront à la présidence sénégalaise où ils remettront à M. Wade «un mémorandum pour lui dire qu'ils sont avec lui contre les APE», avant de déposer le même document au siège de la délégation européenne, a affirmé M. Sarr. La marche doit se conclure par un rassemblement place des Tirailleurs, près de la gare Dakar-Bamako (centre-ville), a-t-il ajouté.

Dans un message en wolof (une des langues du Sénégal) diffusé par la télévision publique sénégalaise, le ministre Farba Senghor a lui-même exhorté «l'ensemble du peuple sénégalais à prendre part à la marche anti-APE qui, selon lui, rassemblera des responsables politiques, du patronat, de la société civile ainsi que des intellectuels du pays. «Les APE détruisent notre économie, notre santé... C'est comme le sida !», a lancé dans le spot télévisé une des partisanes de M. Senghor, par ailleurs responsable de la propagande au Parti démocratique sénégalais (PDS, la formation présidentielle).

Le président Wade s'est posé ces dernières semaines en fervent critique des APE, proposés par l'UE aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Ces accords devaient remplacer un régime préférentiel commercial accordé par certains Etats européens à des pays ACP à la date du 31 décembre, délai fixé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui jugeait le régime préférentiel incompatible avec les règles internationales.